

AVOCAT

RPVA : le passage du virtuel au réel 122x5

L'essentiel

On compte aujourd'hui plus de 35 000 avocats français inscrits au RPVA, le fameux Réseau privé virtuel avocat. Ce qui était encore il y a quelques mois, pour certains, un objet obscur de crainte, s'est transformé en une réalité à laquelle il est devenu difficile d'échapper. Une obligation, même, depuis janvier 2013 pour qui exerce une activité judiciaire. Déshumanisation, réel gain de temps, ou simple changement d'époque ? État des lieux des premiers mois de l'ère RPVA.

Maurice Bencimon est ancien avoué. Du nom de cette profession qui n'existe plus. Depuis plus d'un an, il occupe, aux côtés de son confrère Jean-Claude Cheviller, les locaux de l'ancienne Chambre des avoués au dessus de la cour d'appel de Paris. Plusieurs dizaines de mètres carrés reconvertis par l'ordre, depuis la suppression de la profession début 2012, en bureau d'aide à la procédure d'appel (BAPA) pour les avocats parisiens : « Lorsque le barreau de Paris m'a proposé ce poste, je pensais que la mission serait brève », raconte Maurice Bencimon. « Finalement, je réalise que cet endroit aura toujours une raison d'être. Malgré la suppression des avoués, la procédure d'appel reste une spécialité à part entière ». Et les avocats parisiens se retrouvent souvent perdus devant ces nouvelles compétences qu'on attend d'eux...

Ainsi, au BAPA, les deux téléphones installés, par l'ordre, pour renseigner les avocats démunis face à ces obligations inédites, à la fois technologiques et juridiques, ne cessent de sonner. Depuis son ouverture il y a dix-huit mois, le bureau a enregistré près de 15 000 appels téléphoniques, sans compter les SOS détresse purement techniques, adressés cette fois aux informaticiens basés sur un autre site. « Nous pensions rentrer assez vite dans la technique juridique de l'appel », admet Maurice Bencimon, « mais dans les faits, nous sommes encore très sollicités sur les problèmes simples ». Le 1^{er} janvier dernier, date à laquelle le RPVA est devenu officiellement obligatoire pour la transmission des actes par voie électronique en appel, n'aura pourtant pas déclenché un séisme et une explosion

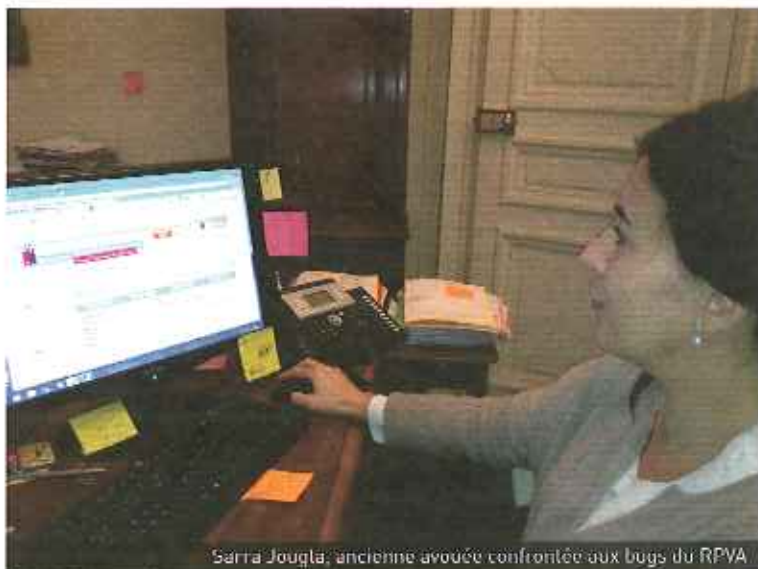
de SOS détresse des avocats au BAPA. Car nombre d'entre eux décident tout simplement de continuer de passer par leurs anciens avoués pour respecter contraintes techniques et « nouveaux » délais Magendie, dont la maîtrise s'annonce trop complexe... Et dont une mauvaise utilisation pourrait se révéler potentiellement catastrophiques pour le client. À seulement 800 euros, en moyenne, l'honoraire demandé par l'ancien avoué pour « s'occuper de tout », l'avocat aurait tort de se priver de cette assurance tout risque.

“ Un grand nombre d'avocats continuent de passer par leurs anciens avoués pour respecter contraintes techniques et délais Magendie ”

Pas de boom des appels non plus au BAPA parce que, en vérité, tribunaux de grande instance et cours d'appel s'étaient mis au pas depuis longtemps déjà. À Paris, notamment, dès le 2 avril 2012 et sous la houlette de Chantal Arens, la présidente du tribunal, la communication électronique avait été généralisée à l'ensemble des procédures écrites en matière civile et, un peu partout en France ces deux dernières années, des conventions locales avaient été signées entre TGI et barreaux. Les pouvoirs publics, les greffes et les avocats ont ainsi réussi le passage à l'ère

électronique plutôt en douceur... Dans les faits et malgré les impondérables, les principaux soucis technologiques ont pu être réglés petit à petit, évitant bugs intempestifs et très mauvaises surprises de dernières minutes. Mais pas toutes les mauvaises surprises...

Au cabinet de Sarra Jouglà Ygouf, ancienne présidente de l'Association des jeunes avoués, aujourd'hui avocate, on est au bord de la crise de nerfs. « Le RPVA a été conçu dans une optique de suppression de la postulation en appel. Ce logiciel est parfait pour un avocat qui travaille sur quelques dossiers ou qui fait un envoi au greffe par jour, mais pour nous c'est ingérable ! Si l'objectif est de supprimer aussi ces cabinets d'anciens avoués, je vous confirme que ça va marcher ». Premier problème : la clé RPVA. Chaque avocat inscrit a reçu une clé personnelle de connexion au réseau, clé elle-même affectée à des ordinateurs précis pour



Sarra Jouglà, ancienne avouée confrontée aux bugs du RPVA

AVOCAT

RPVA : le passage du virtuel au réel 122x5

L'essentiel

On compte aujourd'hui plus de 35 000 avocats français inscrits au RPVA, le fameux Réseau privé virtuel avocat. Ce qui était encore il y a quelques mois, pour certains, un objet obscur de crainte, s'est transformé en une réalité à laquelle il est devenu difficile d'échapper. Une obligation, même, depuis janvier 2013 pour qui exerce une activité judiciaire. Déshumanisation, réel gain de temps, ou simple changement d'époque ? État des lieux des premiers mois de l'ère RPVA.

Maurice Bencimon est ancien avoué. Du nom de cette profession qui n'existe plus. Depuis plus d'un an, il occupe, aux côtés de son confrère Jean-Claude Cheviller, les locaux de l'ancienne Chambre des avoués au dessus de la cour d'appel de Paris. Plusieurs dizaines de mètres carrés reconvertis par l'ordre, depuis la suppression de la profession début 2012, en bureau d'aide à la procédure d'appel (BAPA) pour les avocats parisiens : « Lorsque le barreau de Paris m'a proposé ce poste, je pensais que la mission serait brève », raconte Maurice Bencimon. « Finalement, je réalise que cet endroit aura toujours une raison d'être. Malgré la suppression des avoués, la procédure d'appel reste une spécialité à part entière ». Et les avocats parisiens se retrouvent souvent perdus devant ces nouvelles compétences qu'on attend d'eux...

Ainsi, au BAPA, les deux téléphones installés, par l'ordre, pour renseigner les avocats démunis face à ces obligations inédites, à la fois technologiques et juridiques, ne cessent de sonner. Depuis son ouverture il y a dix-huit mois, le bureau a enregistré près de 15 000 appels téléphoniques, sans compter les SOS détresse purement techniques, adressés cette fois aux informaticiens basés sur un autre site. « Nous pensions rentrer assez vite dans la technique juridique de l'appel », admet Maurice Bencimon, « mais dans les faits, nous sommes encore très sollicités sur les problèmes simples ». Le 1^{er} janvier dernier, date à laquelle le RPVA est devenu officiellement obligatoire pour la transmission des actes par voie électronique en appel, n'aura pourtant pas déclenché un séisme et une explosion

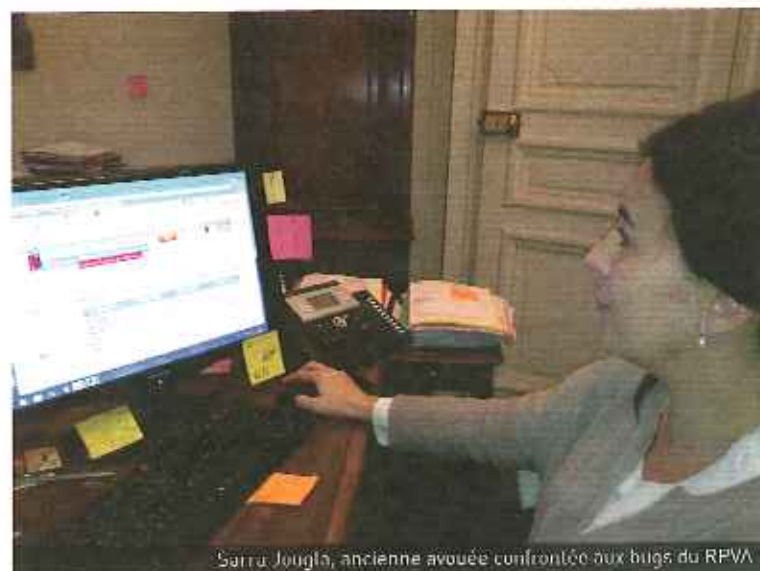
de SOS détresse des avocats au BAPA. Car nombre d'entre eux décident tout simplement de continuer de passer par leurs anciens avoués pour respecter contraintes techniques et « nouveaux » délais Magendie, dont la maîtrise s'annonce trop complexe... Et dont une mauvaise utilisation pourrait se révéler potentiellement catastrophiques pour le client. À seulement 800 euros, en moyenne, l'honoraire demandé par l'ancien avoué pour « s'occuper de tout », l'avocat aurait tort de se priver de cette assurance tout risque.

« Un grand nombre d'avocats continuent de passer par leurs anciens avoués pour respecter contraintes techniques et délais Magendie »

Pas de boom des appels non plus au BAPA parce que, en vérité, tribunaux de grande instance et cours d'appel s'étaient mis au pas depuis longtemps déjà. À Paris, notamment, dès le 2 avril 2012 et sous la houlette de Chantal Arens, la présidente du tribunal, la communication électronique avait été généralisée à l'ensemble des procédures écrites en matière civile et, un peu partout en France ces deux dernières années, des conventions locales avaient été signées entre TGI et barreaux. Les pouvoirs publics, les greffes et les avocats ont ainsi réussi le passage à l'ère

électronique plutôt en douceur... Dans les faits et malgré les impondérables, les principaux soucis technologiques ont pu être réglés petit à petit, évitant bugs intempestifs et très mauvaises surprises de dernières minutes. Mais pas toutes les mauvaises surprises...

Au cabinet de Sarra Jouglà Ygouf, ancienne présidente de l'Association des jeunes avoués, aujourd'hui avocate, on est au bord de la crise de nerfs. « Le RPVA a été conçu dans une optique de suppression de la postulation en appel. Ce logiciel est parfait pour un avocat qui travaille sur quelques dossiers ou qui fait un envoi au greffe par jour, mais pour nous c'est ingérable ! Si l'objectif est de supprimer aussi ces cabinets d'anciens avoués, je vous confirme que ça va marcher ». Premier problème : la clé RPVA. Chaque avocat inscrit a reçu une clé personnelle de connexion au réseau, clé elle-même affectée à des ordinateurs précis pour



Sarra Jouglà, ancienne avouée confrontée aux bugs du RPVA

des questions de confidentialité plus que légitimes mais qui, en pratique, posent de sérieux problèmes d'organisation. « Si l'avocat part avec sa clé, les collaborateurs ou salariés n'ont alors aucun moyen d'accéder à son réseau privé et donc à ses dossiers », explique Sarra Jouglà. « Le vrai problème du RPVA est qu'il prend en compte l'avocat, et non le cabinet. Donc chacun doit activer sa propre clé pour que les informations reçues basculent sur le réseau de la structure. Les salariés doivent en permanence attendre qu'une clé soit disponible pour pouvoir travailler sur tel ou tel dossier ». Christiane Féral-Schuhl, bâtonnier de Paris, et spécialiste des nouvelles technologies, réfléchit au problème, qu'elle sait de taille, depuis presque un an... Et a proposé un outil de délégation de clé nommé l'advoclé, qui permettrait aux assistants ou collaborateurs du cabinet d'avoir accès à certains des espaces privés de chaque avocat. Elle attend l'avis de la Cnil. Le projet est également étudié par le CNB et la présidente de sa commission Nouvelles technologies, Clarisse Berrebi.

Si le problème concerne l'ensemble des cabinets dont le ratio associé/collaborateur est d'au moins un pour deux, il devient effectivement omniprésent dans les anciennes études d'avoués, qui gèrent uniquement des procédures d'appel. « Les informaticiens du CNB ont travaillé avec la Chancellerie, mais nos impératifs à nous n'ont pas été assez pris en compte », insiste Sarra Jouglà... Qui mentionne aussi, en vrac, des déconnexions intempestives du réseau lorsqu'on n'y touche pas pendant quelques minutes et, surtout, des messages et accusés de réception qui arrivent par dizaines sans hiérarchie, laissant leurs destinataires ensevelis. « Pour un même courrier au greffe, on reçoit trois accusés de réception différents : l'un est envoyé pour dire que le message a été délivré, un second informe qu'il a été transmis à la bonne chambre, et un troisième qu'il a été ouvert. Donc, si un dossier en appel compte dix parties, il faudra bien vérifier qu'on a reçu tous les accusés de réception, c'est infernal », explique Joël, salarié au cabinet de l'ancienne avouée. « Ici, nous avons des journées à 500 messages pour trois associés, c'est colossal à gérer. » « À Bayonne, on ne se sert plus du RPVA jusqu'à fin mars, parce qu'il y a 1230 messages non lus par la greffière. Donc le système a été gelé », raconte une avocate.



Annabelle Boccard, rédactrice de l'ordre de Paris, et Maurice Bencimon, au BAPA

Autre problème : la taille des pièces autorisées dans les envois via e-barreau. 4 petits Mo vite atteints, « surtout dans des dossiers de constructions, avec des photos », confirme Joël. « Ma secrétaire boude dans son bureau depuis ce matin, après avoir passé deux heures à balancer 52 pièces... », témoigne une rennoise sur les réseaux sociaux. Mais la Chancellerie refuse toujours d'augmenter la taille maximale des pièces, pour ne pas encombrer plus encore les flux et aggraver les bouchons. « Si, en 2004, le système choisi pour le démarrage du RPVA était performant, opportun et conforme aux besoins de la profession, nous devons aujourd'hui constater qu'il a atteint ses limites. Il convient de le repenser pour le faire évoluer et le pérenniser », admet Clarisse Berrebi.

« Le greffe a potentiellement à Paris 25 000 interlocuteurs là où il en avait auparavant 80 »

Harold Herman, ancien avoué, exerce aujourd'hui comme avocat au sein du cabinet d'affaires Gide Loyrette Nouel, cabinet qui avait anticipé, dès 2011, la suppression des avoués et ainsi décidé de recruter son spécialiste de la procédure, un Monsieur RPVA au service de l'ensemble des avocats de la structure. Lui qui n'a pas, comme certains de ses anciens confrères, des dizaines de dossiers à gérer en même temps, trouve que le RPVA fonctionne « plutôt bien ». Même s'il reste « très perfectible ». « Les informations visibles dans l'objet de l'envoi doivent être améliorées tout comme le nombre d'accusé de réception reçu pour un seul envoi », confirme l'avocat. « Mais pensons au greffe... Lui a potentiellement 25 000 interlocuteurs à Paris, là où il en avait auparavant quatre-vingt ».

Enfin, et ce problème ne s'annonce pas comme le plus facile à résoudre, les changements plus profonds de fonctionnement annoncés par la communication électronique, ces « dégâts collatéraux qui accompagnent parfois cette nouvelle façon de travailler », comme l'a dénoncé le bâtonnier de Créteil, Véronique Dagonet, lors de la rentrée du barreau en janvier dernier. Des juges qui profitent du RPVA pour se « murer dans leur tour d'ivoire », et des avocats « inquiets de voir à quel point parfois, ces magistrats s'emparent du prétexte de la communication électronique pour s'exonérer de toute communication directe et constructive avec eux et leur interdire l'accès aux audiences de procédure ».

« C'est vrai que le RPVA risque de réduire les échanges physiques, puisqu'avant les avocats étaient amenés à se déplacer régulièrement pour demander un renvoi, par exemple », confirme Maurice Bencimon. « Aujourd'hui, on a beaucoup moins de raisons de voir les juges au palais, sauf si on veut assurer ses arrières. C'est évident que ça arrange les magistrats qui perdent moins de temps à discuter ». Mais qu'on le veuille ou non, on ne fera pas marche arrière. La justice a changé d'ère. À chacun de retrouver ses nouveaux codes, et de les exploiter au mieux...

Eve Boccard